Remarques à propos de l'historiographie du mouvement ouvrier en Suisse

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **16 (2000)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520386

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

REMARQUES A PROPOS DE L'HISTORIOGRAPHIE DU MOUVEMENT OUVRIER EN SUISSE

Marc VUILLEUMIER

Il est indéniable que, depuis une quinzaine d'années au moins, l'histoire du mouvement ouvrier est l'objet d'une désaffection certaine. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à la rubrique «Forschungs- und Publikationsvorhaben» de l'*Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* et de comparer le nombre de pages qui lui étaient consacrées dans les années 1970 à celui des années 1990. La même évolution est perceptible en France, en Italie et dans d'autres pays, dont la Suisse, même si, chez nous, la vogue de cette histoire n'avait jamais atteint le niveau de nos voisins. Seule exception: les études relatives au communisme, dopées par l'ouverture des archives russes.

Les raisons de ce recul sont faciles à discerner. Dans nos pays hautement industrialisés, la classe ouvrière ou ce qu'il est convenu d'appeller ainsi n'occupe plus la place qui avait été sienne jusque vers les années 1960. Elle a été laminée par les progrès technologiques et profondément transformée dans ses structures par la disparition, presque complète dans certaines régions, de métiers ou de catégories socioprofessionnelles qui avaient été les acteurs essentiels et, en quelque sorte, la colonne vertébrale du mouvement ouvrier, tant syndicaliste que politique. Aussi ne joue-t-elle plus, aujourd'hui, le rôle qui fut le sien. Les organisations qui s'en réclamaient ou s'en réclament encore se sont affaiblies, ont évolué, abandonnant parfois toute référence à leurs valeurs traditionnelles. La perspective d'un autre régime que le capitalisme, le projet d'une société nouvelle née de la collectivisation des moyens de production qui, pendant si longtemps, avaient constitué le fondement théorique du mouvement ouvrier ont été plus ou moins explicitement abandonnés. Les régimes communistes, jusqu'à leur liquéfaction, avaient totalement déconsidéré l'idée même de socialisme. Quant aux sociaux-démocrates, leur fonction toujours plus ouvertement avouée de gestionnaires du capitalisme a provoqué désillusions et scepticisme à l'égard de leur vague projet de troisième voie, celle d'une transformation sociale lente et progressive, mais qui se voulait radicale à long terme.

Il serait hors de propos de discuter ici de l'avenir et de se demander si les bouleversements sociaux à l'échelle mondiale, l'abandon par les classes dirigeantes des mesures de protection sociale qui, depuis Bismarck, leur avaient permis de sauvegarder l'essentiel de leur régime ne vont pas provoquer, à plus ou moins longue échéance, des affrontements bien plus profonds et plus étendus que ceux que nous avions connus.

Mais, pour en revenir à la situation actuelle, le déclin de l'histoire du mouvement ouvrier n'a rien d'étonnant, si l'on songe aux fonctions qu'elle a traditionnellement exercées. Elle a eu, comme toute histoire, un double rôle:

légitimation et transmission d'une expérience. Laissons de côté la question de savoir dans quelle mesure ces deux fonctions ne sont pas contradictoires. Bornons-nous à relever qu'on y recourt de moins en moins. Les articles historiques que l'on trouvait encore dans la presse syndicale, il y a une dizaine d'années, entre autres dans la «page de l'U.S.S.», ont pratiquement disparu. Le quatre-vingtième anniversaire de la grève générale a donné lieu à des conférences-débats et à quelques publications mineures [1], mais on ne peut qu'être frappé du silence qui a accueilli jusqu'à présent le rapport de la Commisssion indépendante d'experts sur «La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme». Pourtant les organisations ouvrières, syndicalistes, socialistes et communistes auraient là une excellente occasion de rappeler la solidarité dont elles ont fait preuve à l'égard des antifascistes, en opposition souvent avec le pouvoir. Quelques travaux, malheureusement peu diffusés et mal connus, fourniraient matière à d'utiles rappels et pourraient contribuer fructueusement au débat politique qui devrait s'ouvrir sur la mémoire des années sombres [2].

Absence d'une véritable culture historique dans les milieux de gauche, disparition progressive du souvenir qui n'est plus entretenu, désaffection des historiens pour l'histoire du mouvement ouvrier, tout cela pourrait être considéré comme quelque chose de passager, de plus ou moins longue durée mais sans conséquence à des échéances plus lointaines. Malheureusement cela s'accompagne de phénomènes encore plus inquiétants à long terme: le départ, la dispersion voire même la disparition de bibliothèques, de collections, d'archives souvent irremplaçables, ce qui pourrait s'avérer hautement préjudiciable à des recherches futures. Quelques exemples. L'Union syndicale suisse avait hérité de l'ancien *Arbeiterbund,* ou Fédération ouvrière suisse (1887-1920), et de son Secrétariat ouvrier, dirigé par Herman Greulich, une importante bibliothèque. En même temps, une partie de la subvention fédérale versée à la Fédération avait été reportée sur l'USS et maintenue jusque dans les années 1970, sauf erreur, pour lui permettre la poursuite de l'œuvre de documentation entreprise. A côté des séries statistiques, rapports, procès-verbaux de congrès, livres et brochures en tous genres, le fonds comportait encore les bibliothèques personnelles d'Adhémar Schwitzguébel, l'ancien

---

1 *80 Jahre Generalstreik 1918-1998.* Herausgegeben vom Kantonalen Gewerkschaftsbund St-Gallen, 1998, 48 p. *Les 80 ans de la grève générale. Actes de la conférence organisée par le parti socialiste lausannois le 16 décembre 1998 pour les 80 ans de la grève générale de 1918.* Lausanne, Parti socialiste lausannois, 1999, 33 p.

2 On trouverait nombre d'éléments pour cela dans: Mathias Knauer und Jürg Frischknecht, *Die unterbrochene Spur. Antifaschistische Emigration in der Schweiz von 1933 bis 1945,* Zürich, Limmat Verlag, 1983, 276 p.; Hermann Wichers, *Im Kampf gegen Hitler. Deutsche Sozialisten im Schweizer Exil 1933-1940,* Zürich, Chronos, 1994, 430 p., pour nous borner à ces deux titres. Le 26 mai 2000, l'Université ouvrière de Genève a organisé, en collaboration avec l'AEHMO, une journée d'étude: «1933-1945 une autre Suisse. Solidarité du mouvement ouvrier et de ses militants avec les réfugiés». Si, pour ses participants, ce fut une réussite, il faut malheureusement reconnaître qu'elle n'a pas réussi à toucher les milieux syndicalistes et ouvriers.

militant de la Fédération jurassienne de la première Internationale, et de Karl Bürkli, fouriériste et démocrate des années 1848, devenu l'une des grandes figures du socialisme de la fin du XIXe siècle. Soigneusement gérée et complétée par des dons et acquisitions, la bibliothèque a rendu des services considérables aux historiens, qui y étaient bien accueillis, ainsi qu'à tous ceux qui y cherchaient de la documentation. Il y a deux ans, désirant gagner de la place pour ses bureaux, l'USS a décidé de s'en séparer et de la vendre. La Bibliothèque nationale, qui aurait pu en profiter pour compléter ses fonds, n'en a rien su. C'est ainsi un ensemble irremplaçable qui a été dispersé et a irrémédiablement disparu, même si, à ce qu'on nous assure, les collections de journaux ont été conservées.

D'autres institutions, moins importantes, dues à des initiatives particulières, disparaissent à leur tour: le Bildarchiv und Dokumentation zur Geschichte der Arbeiterbewegung (*Gretler's Panoptikum zur Sozialgeschichte*), à Zurich, dont on souhaiterait que le Sozialarchiv reprenne au moins une partie du matériel; la librairie Pinkus, qui n'était pas seulement utile à ceux qui étaient à la recherche d'un ouvrage ancien ou récent mais dont, surtout, les bénéfices auraient dû assurer l'existence de la Studienbibliothek zur Geschichte der Arbeiterbewegung. Celle-ci se trouve donc fragilisée par la faillite de la coopérative Pinkus, ce qui fait craindre pour son avenir.

En Suisse romande, il n'existe que deux institutions privées analogues, dont heureusement l'existence ne paraît pas menacée: le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), à Lausanne, et, à Genève, la Fondation Collège du Travail, due au syndicaliste Lucien Tronchet, qui conserve quelques fonds importants[3]. Dans cette région, ceux qui s'intéressaient à l'histoire du mouvement ouvrier, plutôt que de créer des centres spéciaux, se sont efforcés de persuader les particuliers ou les organisations de déposer leurs papiers dans des institutions publiques (Archives cantonales ou bibliothèques). C'est la ligne qui avait été suivie par le Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse, actif de 1968 à 1973. Né dans l'euphorie de mai 1968 et activement soutenu à son début par nombre des futurs dirigeants de la Ligue marxiste révolutionnaire, affaibli par le départ de ceux-ci, un an après, lorsqu'ils jugèrent plus exaltant de faire l'histoire plutôt que de contribuer à son écriture, le Groupe survécut quelque temps avant d'entrer dans une léthargie définitive. Néanmoins les fonds déposés à l'initiative de ses membres dans les bibliothèques de Genève et de Lausanne y sont demeurés[4].

---

3 Au premier rang desquels les papiers du fondateur, Lucien Tronchet (1902-1982); plus ceux de quelques anciens magistrats socialistes: Treina, Noul, ainsi que des procès-verbaux du Parti socialiste de Genève. Adresse: 11, rue des Maraîchers, 1205 Genève. CIRA, 24, Avenue de Beaumont, 1012 Lausanne. On trouvera dans les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* No 7 (1990-1991) une présentation de ces deux institutions.

4 Publications multigraphiées du Groupe: Bibliographie de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse: 1: 1964-1967; 2: 1968; 3: 1969; 4: 1970; Documents sur l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse, 1, 2, Lausanne 1970 et 1971.

En juin 1979, une exposition montée à Lausanne à l'occasion du cinquantième anniversaire du Cartel syndical, incita certains de ses organisateurs à remettre sur pied une structure; le 20 mai 1980, une vingtaine de personnes fondaient l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), qui reprit à son nom et développa le fonds constitué par le Groupe de travail à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne.

Pour le moment, l'avenir de toute cette documentation et des organisations qui en gèrent une partie semble assuré. Néanmoins, même dans les institutions officielles, les fonds relatifs à l'histoire du mouvement ouvrier demeurent exposés à certaines vicissitudes, comme le montre le sort de la bibliothèque Bert Andréas, à l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) de Genève. Rien n'avait prédisposé ce haut lieu du libéralisme à devenir un centre de recherches sur les mouvements ouvriers et socialistes quand, en 1955, son nouveau directeur, le professeur Jacques Freymond comprit que l'enseignement des principes du libéralisme ne suffisait pas et qu'il fallait combattre les adversaires de celui-ci, au premier rang desquels les communistes, sur leur propre terrain. La dimension internationale du mouvement ouvrier et socialiste permettait de le faire entrer dans le champ d'études et de recherches de l'institution[5]. D'où toute une série de cours, de publications et de thèses ainsi que l'engagement de personnel et l'achat de fonds documentaires. En firent partie Bert Andréas (1914-1984) et sa bibliothèque. La vie de cet ancien communiste allemand mériterait à elle seule une étude approfondie, à partir de l'excellent aperçu qu'en a déjà donné Jacques Grandjonc[6]. Bornons-nous à dire que, malgré les circonstances et les vicissitudes d'une existence agitée, il avait réussi, à partir de 1944, à réunir une remarquable bibliothèque relative à Marx et Engels, au marxisme et à l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme jusqu'en 1914. Editions originales en toutes les langues, collections de périodiques et de journaux, brochures, études des plus anciennes aux plus récentes (les acquisitions systématiques se sont poursuivies jusqu'au début des années 1980), l'ensemble comprenait quelque 15 000 volumes en 1967 et avait probablement dépassé les 20 000 en 1984. C'était une bibliothèque qui ne concernait pas particulièrement la Suisse mais où l'on trouvait une grande partie de ce qui concerne le mouvement ouvrier de ce pays. Achetée en viager par l'IUHEI en 1968, elle fut laissée à la disposition de son premier propriétaire, qui fut en outre nommé maître de recherches sans obligation d'enseignement pour dix ans. A la mort d'Andréas, en 1984, l'ensemble fut mis en caisses et entassé dans les sous-sols de la bibliothèque de l'IUHEI, par manque de place. La vogue pour l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier avait passé, les successeurs de Freymond à la tête de l'IUHEI n'y portaient aucun intérêt, aussi la bibliothèque demeura près de dix ans dans ses caisses, jusqu'au moment où elle fut

---

5 Marc Vuilleumier, «Quelques jalons pour une historiographie du mouvement ouvrier en Suisse», *Cahiers Vilfredo Pareto-Revue européenne des sciences sociales*, no 29, t. XI (1973), p. 5-35.

6 Jacques Grandjonc, *Une vie d'exilé Bert Andréas 1914-1984. Repères chronologiques et activité scientifique*, Trier 1987, 102 (Schriften aus dem Karl-Marx-Haus, Beiheft).

vendue à la Friedrich Ebert Stiftung, qui l'installa dans la Karl-Marx-Haus à Trèves, où elle rejoignit les notes de travail, ébauches, correspondances scientifiques et documents personnels d'Andréas que J. Grandjonc, qui en était le légataire, avait remis auparavant.

Pour les chercheurs des autres pays que la Suisse, le résultat est réjouissant; il l'est beaucoup moins si l'on se place du point de vue de la politique culturelle pratiquée à Genève. Nous ne connaissons pas le prix auquel a été vendue la bibliothèque Andréas, mais tout laisse supposer qu'il a été bien inférieur aux sommes dépensées pour l'acquisition de celle-ci et pour le traitement de son détenteur. Mais ce n'est pas seulement une mauvaise affaire financière, c'est surtout une magnifique occasion manquée: celle de constituer, à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève, avec le fonds Jules Perrier et la bibliothèque Andréas, un remarquable ensemble sur les révolutions du dix-neuvième siècle et le socialisme international. Jules Perrier, ancien communard réfugié à Genève, avait rassemblé une extraordinaire collection de journaux, placards, gravures, brochures et ouvrages sur la Révolution française, 1830, 1848 et la Commune[7]. Bien qu'une partie des documents de 1789 à 1840 semble avoir disparu dans un incendie, ce qui fut légué à la Ville de Genève, en 1905, représentait un imposant ensemble. Il n'a malheureusement pas été l'objet de l'attention et des traitements nécessaires; inséré petit à petit dans les fonds de la BPU (les dernières pièces n'ont été cataloguées qu'en 1990!), il n'apparaît plus en tant que tel mais apporte à l'institution genevoise une richesse que ses gérants ont et continuent de sous-estimer.

On voit, par ce dernier point, que l'historiographie du mouvement ouvrier dépend aussi, d'une manière plus générale, de l'attitude que les institutions officielles ont à l'égard du passé et de la manière dont elles gèrent les témoignages de celui-ci. Or il s'en faut de beaucoup, en matière d'archives publiques, par exemple, que celle-ci soit satisfaisante. Tous les historiens savent l'importance qu'ont, pour les chercheurs, les dossiers de la surveillance et de la répression. Et cela d'ailleurs, pas seulement pour l'histoire du mouvement ouvrier. Or, si ces fonds ont été relativement bien conservés au niveau fédéral, il n'en va pas de même dans les cantons où, trop souvent, dossiers de police et procédures judiciaires n'ont pas été versés aux archives, l'ont été d'une manière incomplète, y demeurent inconsultables faute de classement ou de place, quand ils n'ont pas été tout simplement détruits. Il y aurait, dans ce domaine, une enquête à faire dans l'ensemble du pays, tant la situation varie de canton à canton. Bornons-nous à deux exemples: Vaud, où les fonds du Département de Justice et Police relatifs à la police sont demeurés longtemps inaccessibles, entassés d'abord dans l'une des tours de la cathédrale, puis transportés dans un dépôt de Moudon, avant de trouver place dans le nouveau bâtiment des Archives cantonales, près du campus de Dorigny, il y a une quinzaine d'années. Ils sont à la disposition du chercheur,

---

7 Marc Vuilleumier, «Jules Perrier, Max Nettlau et le destin d'une bibliothèque», *C'est la faute à Voltaire. C'est la faute à Rousseau. Recueil anniversaire pour Jean-Daniel Candaux.* Genève 1997, p. 625-635.

moyennant autorisation du Département de Justice et Police pour les documents de moins d'un siècle[8], ce qui, soit dit en passant, montre bien la crainte qu'éprouvaient les archivistes, il y a une quinzaine d'années encore, pour ces liasses réputées «sulfureuses», bien à tort d'ailleurs. A Genève, en revanche, malgré des versements partiels en 1962 et 1964, la majeure partie des fonds de la surveillance policière demeurent inaccessibles, dans les dépôts de l'administration, dans la mesure où ils n'ont pas été détruits[9]. Même les archivistes de l'État à leur dire, n'y ont pas eu accès. Mais nous ne saurions affirmer qu'ils se soient montrés très insistants pour l'obtenir. Ajoutons que le manque de place et l'insuffisance des locaux, signalés dès 1928, rendent difficiles les nouveaux versements, malgré des magasins dispersés dans tout le canton. D'une manière générale, la loi sur les archives publiques et ses règlements d'application, théoriquement satisfaisants, en cours de révision actuellement, ne sont pas appliqués. Et cela dans l'indifférence la plus totale[10]. Cette situation porte préjudice à tous les historiens, et particulièrement à ceux du mouvement ouvrier. La thèse de Charles Heimberg, qui se fonde uniquement sur les sources genevoises, a particulièrement souffert de cette carence des archives publiques, comme le montrent, a contrario, les pages pour lesquelles il a pu utiliser les dossiers versés en 1962-1964[11]. On pourrait porter le même diagnostic sur beaucoup d'autres domaines de l'histoire contemporaine[12].

---

8 La première publication utilisant ces fonds est l'article de Claude Cantini, «Documents sur les luttes syndicales au Tunnel du Mont d'Or (Vallorbe, 1910-1913)», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 11-12, 1995-1996, p. 100-139.

9 Marc Vuilleumier, «La police politique à Genève, un aperçu de ses activités (1888-1903)», *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. 23-24 (1993-1994), p. 92-95.

10 Nous avons publié, à ce sujet, un article dans la presse locale, Tribune de Genève, 17 février 1992, nous sommes intervenu auprès du comité de la Société d'histoire et d'archéologie et, individuellement, auprès de certains de ses membres pour que celle-ci fasse une démarche auprès des autorités responsables: nous n'avons même pas reçu un accusé de réception de notre lettre...

11 Charles Heimberg, *L'œuvre des travailleurs eux-mêmes ? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*. Genève, Editions Slatkine, 1996, 610 p.

12 Depuis que ces lignes ont été écrites, nous avons eu la preuve qu'un certain nombre de dossiers de police (environ 2m. linéaires) ont été versés aux Archives d'État le 9 décembre 1994. L'archiviste, Mme Catherine Santschi, contrairement à la règle, ne l'a pas mentionné dans ses rapports annuels. Sans aucune vérification, elle s'est laissé imposer, par le chef de la police, des conditions prétendument tirées d'un arrêté fédéral non précisé qui interdiraient la communication de ces documents jusqu'en 2029... Bien que, contrairement à la loi sur les archives publiques, nous nous soyons vu refuser la communication de l'inventaire du versement, nous savons qu'y figurent un dossier Lucheni, l'assassin de l'impératrice d'Autriche en 1898, et un dossier relatif aux manifestations en faveur de Sacco et Vanzetti, en 1927.

Voyons maintenant ce qu'il en est des publications relatives à l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse, dans son sens le plus large. Elles ont été si nombreuses, surtout entre 1960 et 1990, qu'il ne peut être question d'en donner ici un aperçu et encore moins d'en dresser un bilan critique tel que nous l'appelions de nos vœux en 1993: «Ce bilan nous permettrait de mieux délimiter les lacunes et de dégager quelques objectifs à atteindre. Mais cela supposerait un véritable travail d'élaboration collective, par une discussion approfondie», concluions-nous[13]. Peut-être la conjoncture était-elle déjà trop défavorable, toujours est-il que ce travail n'a pas été entrepris et que ce ne sont pas quelques articles généraux, quels que soient par ailleurs leurs mérites, qui y suppléeront[14]. Bien sûr on dispose des ouvrages d'Erich Gruner qui contiennent une somme d'informations considérable[15]. Malheureusement, ils sont difficiles d'accès, surtout ceux qui sont consacrés à la période 1880-1914. Les obstacles qu'ils présentent à la consultation et à la lecture (on dirait presque que l'auteur les a multipliés par plaisir) en font un monument que, trop souvent, on admire de loin sans le visiter. Et c'est dommage car celui qui fera l'effort de décortiquer cette œuvre y trouvera un point de départ pour les travaux les plus divers. Il faut dire que la tâche que s'était fixée Gruner excédait de beaucoup les possibilités d'un seul homme. Il a tenté d'y remédier par l'engagement de collaborateurs (dont quelques-uns ont rédigé et signé quelques chapitres), ce qui a encore accentué le manque d'unité. En outre, on ne saurait trop le répéter, charger des vacataires, comme disent les Français, de dépouiller la presse, même si l'on suit et contrôle de près leur travail, ne constituera jamais qu'un pis aller et ne saurait remplacer l'accès direct de l'auteur à ses sources, seul moyen pour lui de modifier éventuellement sa grille de lecture, de faire des rapprochements ou de découvrir des informations que ne verront pas ses salariés. On peut rêver: que se serait-il passé si les sommes versées à ceux-ci l'avaient été à des chercheurs travaillant librement, à des projets choisis et élaborés par eux, dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier? Nous disposerions peut-être d'un certain nombre de monographies, dont quelques-unes du professeur Gruner, moins ambitieuses sans doute, mais plus utiles. C'est malheureusement ce que ne comprend pas le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNSRS), beaucoup moins généreux envers les chercheurs individuels qu'à l'égard des notabilités universitaires qui utilisent son argent pour sous-traiter leurs recherches. Ce n'était pas le cas, hâtons-nous de le dire, du professeur Gruner, qui suivait de près le travail de ses collaborateurs. Mais on ne saurait

---

13 Marc Vuilleumier, «Historiographie et histoire du mouvement ouvrier», *Quale storia? Guido Pedroli «storico»*, Bellinzonas Casablanca edizioni, 1993, p. 55.

14 Par exemple: Bernard Degen, «Arbeiterinnen, Arbeiter und Angestellte in der schweizerischen Geschichtsschreibung», *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven 1991*, Basel 1992, p. 79-91.

15 Erich Gruner, *Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert*, Bern 1968. *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880-1914*, Zürich, Chronos, 1987-1988, 3 t. en 4 vol. On peut y joindre un recueil de documents: Andreas Balthasar, Erich Gruner, *Soziale Spannungen-wirtschaftlicher Wandel*, Bern, Bubenberg, 1989.

en dire autant d'autres entreprises et de certains ouvrages signés par d'éminents universitaires.

Le foisonnement de travaux sur l'histoire du mouvement ouvrier durant ces quarante dernières années, la découverte et l'apparition de nouvelles sources rendent souhaitables des bibliographies et des répertoires [16]. Le recueil paru il y a trois ans, à l'initiative de l'AEHMO, en fournit une première approche, mais sur laquelle nous devons malheureusement faire de nombreuses réserves [17]. Sous le titre de « Mille titres en histoire sociale suisse », Brigitte Studer et François Vallotton y présentent, selon l'ordre alphabétique des auteurs ou éditeurs, une liste bibliographique de cinquante-sept pages. D'abord, le concept d'histoire sociale semble particulièrement flou : pourquoi certains travaux sont-ils retenus, dans le domaine de la formation du personnel sanitaire, par exemple, alors que d'autres, bien plus importants sont négligés ? La thèse de Martin Salzmann sur la crise économique dans le canton de Zurich de 1845 à 1848, celle de Thomas Widmer sur la Suisse dans la crise de croissance des années 1880, pour nous borner à ces deux lacunes, sont pourtant des ouvrages importants, tant pour l'histoire sociale que pour celle du mouvement ouvrier [18]. Le champ chronologique, 1848 à nos jours, exclut ce qui concerne les premières organisations ouvrières, Weitling et ses adeptes, ce qui nous paraît des plus discutable. Néanmoins un certain nombre de titres ont été retenus pour la période antérieure à 1848, on ne sait d'après quels critères (Wirth sur Treichler en 1845-1846 ; lettres de Wolfang Strähl de Paris 1835-1836). Signalons aussi l'absence de beaucoup d'articles parus à l'étranger. Ce fichier brut, non élaboré, rend les recherches difficiles : ainsi celui qui désirerait y trouver la publication des Archives Humbert-Droz n'y découvrira pas le t. 1, parce que paru avant 1973, point de départ de la bibliographie, mais le t. 2 sous le nom de B. Bayerlein, le 3 sous celui de Casto del Amo et le 5 (le 4 n'ayant pas paru) sous celui de Brigitte Studer. Et cela sans aucun renvoi.

L'autre objet de notre critique est la partie du livre intitulée : « Archives, bibliothèques, sources, état des fonds ». Elle aurait pu rendre de grands services si les directeurs de l'ouvrage s'étaient souciés de coordonner les articles et notes qu'ils ont demandées à droite et à gauche. A l'absence d'une conception d'ensemble s'ajoutent les oublis des uns et des autres. D'où des lacunes : papiers J. Ph. Becker à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam (IIHS), pourtant largement utilisés par E. Gruner dès 1968 ; papiers James Guillaume aux Archives de l'État à Neuchâtel, Edgard Milhaud aux Archives d'État de Genève et à l'Institut français d'histoire sociale

---

16 Bert Andreas, Georges Haupt, « Bibliographie der Arbeiterbewegung. Heute und morgen », *International Review of Social History*, no 1 (1967), p. 1-30.

17 *Histoire sociale et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique*. Sous la direction de Brigitte Studer et François Vallotton, Lausanne- Zürich, Editions d'en bas et Chronos, 1997, 367 p.

18 Martin Salzmann, *Die Wirtschaftskrise im Kanton Zürich 1845 bis 1848. Ihre Stellung und Wertung im Rahmen der wirtschaftlichsozialen Entwicklung in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*. Bern, Peter Lang, 1978, V + 399 p. Thomas Widmer, *Die Schweiz in der Wachstumskrise der 1880er Jahre*, Zürich, Chronos, 1992, 925 p.

à Paris... Dans sa contribution, Karl Lang ignore une grande partie de ce qui se trouve dans les bibliothèques et archives de la Suisse romande... Mais il y a plus grave: nombre des documents de l'IIHS mentionnés ont été prélevés par celui-ci sur des fonds demeurés en Suisse, dont beaucoup ont été versés par la suite à des institutions publiques. Or, dans la plupart des cas, rien ne l'indique et le lecteur risque ainsi de se voir lancé sur de fausses pistes[19]. C'est pour tenter de l'éviter qu'il nous a paru nécessaire de publier ces quelques lignes.

Terminons par quelques considérations plus générales. Les travaux dont nous disposons aujourd'hui sur l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme en Suisse sont nombreux et divers; ils nous donnent une vue incomparablement plus large et plus profonde que ce n'était le cas il y a une quarantaine d'années. Pourtant de vastes zones d'ombres demeurent, soit régionales, soit pour certaines périodes, soit sur certaines questions. Trop souvent, même le simple déroulement des événements n'est pas établi. Or, on ne le répétera jamais assez, on ne peut faire l'économie de ceux-ci, comme se l'imaginent parfois certains tenants d'une histoire structurelle mal assimilée. Ce qu'écrivait Ernest Labrousse, il y a trente-six ans, garde toute sa valeur en Suisse: «Je dirai qu'au moins pour certains temps et pour certains pays, l'histoire événementielle du socialisme est à faire. Que son histoire-récit est à faire. 0 scandale: son histoire-bataille est à faire. Le prolétariat a droit à son histoire héroïque. Et ce plein récit doit être établi avec un plein de sources »[20].

Ajoutons que, dans la littérature qui est aujourd'hui à notre disposition, nombre d'études, de biographies ne sont pas satisfaisantes et mériteraient d'être reprises, parce que leur documentation n'est pas assez complète et leur problématique insuffisante. L'histoire, en Suisse, souffre du cloisonnement cantonal et même local, ce qui, trop souvent, limite singulièrement ses perspectives. C'est un défaut encore plus grave dans l'historiographie du mouvement ouvrier, lequel, dès ses débuts, s'est voulu international et a également essayé de se constituer à l'échelle du pays. Cela ne signifie pas que des études locales, cantonales ou régionales soient inutiles, mais qu'elles doivent être menées dans une perspective à la fois nationale et internationale. De même, s'il est légitime de se pencher sur un secteur, une profession, une organisation particulière, il ne faut pas oublier l'ensemble dans lequel ils s'intègrent. De la même manière, le mouvement ouvrier lui-même ne peut être séparé de la société dont il fait partie.

---

19 Voici, parmi les fonds mentionnés de l'IIGS, ceux qui ne contiennent que des archives partielles dont l'autre partie de trouve en Suisse: Bertoni (CIRA, Lausanne); Brupbacher (Sozialarchiv, Zurich); Greulich (famille Medici, Zurich); Grimm (Archives fédérales, Berne); Guillaume (Archives de l'État, Neuchâtel); Lang (Sozialarchiv, Zurich); Nobs (Archives fédérale, Berne).

20 Ernest Labrousse, Préface à Georges Haupt, *La deuxième Internationale 1889-1914. Etude critique des sources. Essai bibliographique*, Paris-La Haye, Mouton, 1964, p. 12.